

Analyse

# Chine : Xi Jinping tout-puissant après 2022 ? Rien n'est moins sûr pour l'instant

dimanche 12 décembre 2021, par [PAYETTE Alex](#), [ZYLBERMAN Joris](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2021).

**Les dés son jetés : Xi Jinping sera le Vladimir Poutine de la Chine, son « *président à vie* ». C'est l'analyse la plus répandue à l'étranger, en particulier en Occident, depuis la fin du 6<sup>e</sup> plenum du Comité central du Parti, le 11 novembre dernier à Pékin. Voilà un leader « *tout-puissant* » dans le Parti qui emmène son pays dans une « *nouvelle ère* », selon l'expression de la « *pensée Xi Jinping* ». La réalité est pourtant plus complexe. Chroniqueur régulier dans Asialyst, le sinologue Alex Payette explique pourquoi cette analyse ne tient pas debout.**

Sommaire

- [Pas de rupture claire avec \(...\)](#)
- [« Ceux qui font la planche \(...\)](#)
- [Des concessions trop criantes](#)
- [Xi Jinping n'a pas le soutien](#)
- [Xi Jinping « coincé »](#)

---

## **Pas de rupture claire avec l'ère Deng Xiaoping, pas de légitimité pour la « nouvelle ère »**

**Xi Jinping a-t-il réussi à rassembler le Parti autour de lui avec la nouvelle « résolution historique » issue du 6<sup>e</sup> plenum ?**

**Alex Payette :** Je n'en suis pas convaincu du tout, pour plusieurs raisons. D'abord parce que cette « résolution » n'arrive pas vraiment à rompre avec le passé. La critique principale de la période qui précède Xi Jinping est plutôt dans la forme et demeure assez subtile. Dans la section 4, celle où tout va se dire, la plupart des sous-sections commencent par « *à partir des réformes* » et se terminent par « *depuis le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti* » [*l'accession au pouvoir de Xi Jinping en novembre 2012, NDLR*]. On décrit ce qui s'est passé à partir des réformes avec de petits éléments positifs mentionnés en début de paragraphe et tout de suite après, on recommence à mentionner des choses qui sont moins positives. Comme pour dire que les réformes sont à blâmer pour tous les maux de la Chine. Cela dit, le tout demeure un peu vague dans l'ensemble. Il faut vraiment porter plutôt attention au format général de la résolution. Il n'est pas possible de trouver des lignes dans lesquelles on dira ce qui n'a pas été correct (et ce n'est pas faute d'avoir essayé), contrairement aux sections 1 et 2 - couvrant la « révolution démocratique et la construction du système socialiste ». Par exemple, sur la Révolution

culturelle, le texte dit bien que Mao a mal évalué la situation, que c'était une erreur. Mais ce n'est pas ce que Xi Jinping dit de Deng Xiaoping et de Jiang Zemin. La résolution rend hommage aux périodes passées sans rompre de manière claire et définitive avec le passé. Ce qui est problématique parce que c'est presque une règle non écrite des transitions historiques du Parti. Mao l'avait fait en 1945 en rejetant la ligne du passé dans le Parti dans les années 1930 et 40 suite au mouvement de rectification de Yan'an en 1942 ; et Deng Xiaoping avait rejeté son prédécesseur immédiat Hua Guofeng et une partie de l'héritage de Mao de façon assez directe, en mentionnant des noms et surtout les excès de la gauche. Tandis que là, dans la « résolution historique » du 6<sup>e</sup> plenum, on se retrouve dans une situation où l'on sait qu'il y a des choses qui se sont passées, on sait que ce n'est pas positif, mais à qui la faute ? Ce n'est pas clair. Il faut deviner. Il faut faire l'analyse des réformes, de Deng à Jiang.

### **Par exemple, quels sont les passages les plus « vagues » ?**

La section 10 est assez virulente sur « *la construction de la défense nationale et de l'armée* » : à cause des réformes, le leadership du parti dans l'armée s'est érodé, ce qui a donné lieu à l'éclosion de groupes informelles, de corruption. Et là on va nommer des gens comme les généraux Guo Boxiong et Xu Caihou, des gens qui ont clairement une affiliation à Jiang Zemin. On ira même jusqu'à nommer [Zhang Yang et Fang Fenghui](#) - des noms que l'on murmure lorsque l'on parle de coup d'État (政变, zhengbian) [liés aux accusations de putsch contre Bo Xilai, NDLR]. Il y a un message. Cela dit, il est possible que ce ne soit pas le bon. L'autre message qui passe, me semble-t-il, c'est plutôt celui d'un pouvoir instable, des luttes intra-Parti, des tensions entre le pouvoir et le « fusil », non pas un message d'unité.

Autre point vague : dans la sous-section 7 sur « *le développement de la culture* », on retrouve un peu les critiques des conservateurs dans les années 1980 contre le début des réformes de Deng Xiaoping. Ces dernières laissaient « *rentrer les éléments culturels de l'étranger* » qui allaient venir « *corrompre le socialisme aux caractéristiques chinoises* ». C'était la « campagne de construction de la civilisation spirituelle socialiste » en 1987-88. On voit que cette critique-là est présente dans la sous-section 7 : à cause des réformes, il faut reconsolider l'esprit national, est-il écrit. L'avarice s'est introduite dans la société, tout comme l'individualisme et le « [nihilisme historique](#) » [expression utilisée pour dénoncer les interprétations de l'histoire chinoise qui contredisent la version officielle du Parti, NDLR]. Tout ce que Xi Jinping avait déjà dit dans des discours antérieurs, il le reprend ici, mais en l'inscrivant comme une suite aux réformes. Ce n'est pas une critique directe contre Deng Xiaoping ou Jiang Zemin, mais on sent qu'on en met beaucoup sur le dos des réformes. À la fin des sous-sections, « à partir du XVIII<sup>e</sup> congrès », il y a eu des changements idéologiques profonds, on a réglé certains problèmes, consolidé le développement de la culture nationale.

### **Difficile de dire donc que Xi Jinping fait table rase de l'ère Deng Xiaoping pour « refonder » le Parti communiste chinois...**

L'erreur fondamentale de cette résolution est de donner un crédit trop important aux réformes de Deng. Ce qui peut laisser penser au lecteur non averti qu'elles ont eu certes des conséquences inattendues, mais qu'il ne s'est rien passé d'extraordinaire parce que le langage employé dans le document ne va pas assez loin pour créer une scission claire. Ce que la résolution tente de nous dire, c'est que Xi Jinping n'est pas le représentant de la 5<sup>e</sup> génération, qui serait associé en fait à « l'ancien régime » [la période de Deng Xiaoping à Hu Jintao, NDLR]. Il est le premier représentant de la « nouvelle ère ». Mais le problème c'est que pour avoir une « nouvelle ère », il faut avoir créé une scission claire et nette avec le passé. Ce qui n'est pas fait ici. Ainsi, dire que Xi va être le représentant de la « nouvelle ère » risque de poser problème parce qu'on voit que la résolution ne donne pas la légitimité nécessaire.

Par ailleurs, la résolution admet l'existence à l'intérieur du Parti de cadres « carriéristes », de cliques en mentionnant Bo Xilai, Sun Zhengcai : elle laisse donc transparaître des choses qu'on ne veut pas nécessairement dire d'habitude et cela donne une importance accrue à ces personnalités dans l'histoire du Parti. Plusieurs critiques sont adressées au Parti. Par exemple, dans la sous-section 1, la résolution mentionne qu'il faut s'opposer à la décentralisation, au régionalisme, donc s'opposer à la logique même du début des réformes. Il est vrai que la décentralisation sous Deng a créé beaucoup de tensions entre le centre et les localités. Mais ce problème existait également sous Mao. La conclusion de cette section nous dit qu'il faudrait recentraliser et qu'il faudrait que les cadres soient capables de vraiment mettre en place les directives du Centre. Une tentative de recentralisation, d'enjoindre les cadres à écouter le Parti car on voit que ce n'est pas toujours le cas. Ce que l'on avoue ici, c'est qu'il y a de plus en plus de résistance dans le Parti et qu'on commence à avoir des problèmes lorsque vient le temps de mettre en place des politiques ou encore de répondre à des situations imprévisibles. Par exemple, le mouvement des cadres en train de « faire la planche » (*tangping*, 躺平) commence à poser énormément de problèmes au régime. Et d'ailleurs, c'est là potentiellement le problème le plus important avec lequel Xi devra composer jusqu'en 2022 et après, s'il décide de rester - s'il *peut* rester.

Le préambule de la section 4 nous laisse comprendre qu'il y a un mouvement recentralisateur à l'intérieur du Parti - surtout mené par Wang Huning - pour tenter de régler le problème, mais je ne pense pas que ça va marcher. Au contraire, la centralisation qui avait déjà commencé sous Hu Jintao n'avait réussi qu'à créer et renforcer une logique de collusion importante entre les différents échelons des gouvernements locaux contre l'unilatéralisme de Pékin.

### **« Ceux qui font la planche » : la résistance passive des cadres locaux**

**En quoi consiste ce mouvement des cadres qui « font la planche » (*tangping*) ? Est-ce une résistance passive aux directives de Xi Jinping ?**

C'est plus pernicieux que ça. C'est non seulement l'absence d'initiative, mais c'est aussi un doute fondamental sur ce qui doit être fait, sur la mise en place des ordres et des politiques sur le terrain. Donc à la minute où quelque chose n'est pas clair, on renvoie cela aux échelons supérieurs. Pour ceux qui n'ont pas suivi la crise énergétique en Chine, elle s'explique en partie par le mouvement des *tangping*. L'an dernier ou il y a deux ans, ils avaient commencé à mettre en place des nouveaux quotas pour le charbon afin de réaliser la transition énergétique et d'aller vers d'autres sources d'énergie. On avait dit aux cadres : « Vous pouvez produire tant de quantité et ensuite vous devez arrêter. » Or au lieu de diminuer la production de manière graduelle, les cadres ont attendu d'atteindre le quota, après quoi ils ont stoppé la production.

**Le mouvement des « *tangping* » est-il généralisé à tous les échelons ?**

J'évaluerais ce phénomène surtout à l'échelon des préfectures. On ne peut pas trop généraliser non plus. Mais les incitations à obéir et prendre des initiatives sont inexistantes. Le pouvoir central ne dit jamais de quelle manière ses directives doivent être appliquées. Il n'a jamais été mentionné que pour les quotas de charbon, il fallait diminuer la production de manière graduelle pour éviter les problèmes.

**Le mouvement des « *tangping* » ne serait donc pas le résultat de la lutte des factions, mais plutôt d'une certaine terreur politique qui fait que les cadres n'osent plus prendre d'initiative ni de risques...**

C'est le résultat aussi logique qu'inattendu d'une lutte anti-corruption qui a dégénéré complètement.

**Donc on ne peut pas dire que le Parti le suivra comme un seul homme dans cette « nouvelle ère »...**

Je ne pense pas. Et justement, la recrudescence des « tangping » le prouve : plus le temps passe, pire les choses deviendront. Bien sûr, il faut relativiser : il y a toujours une clique, un noyau dur qui va suivre Xi Jinping. Cela dit, considérant l'étendue de la lutte anticorruption, qu'est-ce que Xi Jinping peut encore offrir aux gens qui avaient rejoint le Parti pour bénéficier du Parti ? C'est l'une des grandes questions qui vont rester sur la table : je ne pense pas que ces gens-là seront intéressés par le pouvoir pour le simple fait du pouvoir, comme Xi peut l'être. Si l'on enlève tous les potentiels de corruption, les espaces de rentes, quels sont les avantages qui restent pour les cadres parvenus au niveau ministériel ou au Politburo ? Qu'est-ce qui les motivera à soutenir quelqu'un qui les empêche d'accumuler les richesses ?

### **Des concessions trop criantes à Jiang Zemin**

**Pourquoi Xi Jinping a-t-il qualifié la Révolution culturelle de « désastre » juste avant le plénum, alors qu'il semblait précédemment l'absoudre comme une « expérience précieuse » ?**

À lecture du passage de la résolution sur la Révolution culturelle, les deux affirmations ne sont pas nécessairement en contradiction. Ce qui ressort de la discussion dans la section 2 sur la Révolution, c'est que oui, ce fut un désastre, un vol, un détournement, une dénaturation idéologique qui a permis à certains de commettre des crimes. En même temps, dans la même section, il est souligné qu'à cette époque le Parti n'a pas mis en place la ligne du Parti. Certains ont détourné tout cela pour commettre des crimes et donc, ce fut une expérience formatrice. Ce n'est pas forcément une leçon positive, mais c'est une leçon tout de même.

**Cette formulation assez complexe est-elle le fruit d'un compromis entre Xi Jinping et ses ennemis à l'intérieur du Parti ?**

Pour ce qui est de la résolution au niveau textuel, je ne suis pas certain que ce soit le passage où il y a eu des concessions majeures. On a dû se résoudre au *statu quo*, à ce qui avait déjà été dit dans la précédente résolution historique en 1981, en d'autres mots, mais le sens demeure sensiblement le même. Cependant, les grosses concessions se trouvent ailleurs. Dans la section 4, par exemple, à commencer par ce qui n'est pas présent dans le texte. Deux choses en particulier. D'abord le lien formel entre les conséquences inattendues des réformes et les noms de Deng Xiaoping et de Jiang Zemin. Pourtant, on sait bien que Xi a voulu critiquer Jiang Zemin en le mentionnant par son nom dans le texte. Deuxième grosse concession : la résolution dit que Jiang Zemin a su protéger le Parti et ses intérêts en 1989. Ce qui s'est passé est décrit comme des événements chaotiques à cause d'éléments extérieurs, de pressions internes. C'est une concession qui est monstrueuse sur ce que Xi Jinping pense vraiment de Jiang Zemin.

**Xi Jinping pense-t-il que Jiang, Li Peng et Deng ont très mal géré 1989 et le mouvement étudiant ?**

Non, ce n'est pas ce que je veux dire. Xi Jinping ne veut pas donner le moindre crédit à Jiang Zemin. Je ne m'attendais pas à trouver cette mention de Jiang qui protège les intérêts du Parti dans une telle résolution. Ou même qu'on parle du « camarade Jiang Zemin » comme ayant « amené des développements théoriques importants », dont les « [trois représentations](#) » [la théorie phare de Jiang qui sert à intégrer les capitalistes dans le Parti, NDLR]. Là, il y a dû y avoir des querelles extraordinaires autour de la construction de ces paragraphes parce qu'il est clair que Xi Jinping n'a

pas accepté cela de manière volontaire.

## **Xi Jinping n'a pas le soutien absolu de l'armée**

### **L'Armée populaire de libération (APL) soutient-elle cette dernière « résolution historique » ? Peut-on dire que Xi Jinping a le soutien absolu de l'armée ?**

Non, on ne peut pas aller jusque-là. Car il faut rappeler quelque chose de très important sur l'armée populaire de libération par rapport aux deux premières résolutions historiques. La première en 1945 avait le soutien vocal de gens comme Lin Biao et même du commandement général de l'armée populaire à l'époque parce que c'étaient des gens que Mao connaissait assez bien. Lors de la deuxième résolution en 1981, les généraux Yang Baibing et Yang Shangkun avaient soutenu de manière claire et vocale les réformes et donc soutenu Deng Xiaoping. Donc on savait que l'armée populaire était derrière les réformes. Mais aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Je pense que le commandement militaire se pose la question : qu'est-ce qu'on fait ? Que doit-on penser de Xi Jinping ? Et ce pour plusieurs raisons. Le commandement de l'armée populaire demeure encore furieux de la manière dont la « lutte anti-corruption » a été menée au sein de l'appareil militaire. Il y a deux choses qui accrochent énormément pour le commandement de l'armée : la première étant la personne qui a agi comme « lanceur d'alerte » dans la structure militaire, qui a été à la pointe de cette « campagne anti-corruption » à l'intérieur de l'armée populaire en 2013-2014. Il s'agit de Liu Yuan, le fils de l'ancien président Liu Shaoqi. Ce dernier avait commencé à mentionner des noms liés à la corruption. L'armée n'a jamais digéré que ce soit Liu Yuan qui agisse ainsi parce que de leur point de vue, Liu n'est pas un vrai militaire. Sa formation, ses antécédents se trouvent dans les forces de police armées. Ils ont donc vu cela comme une insulte absolue, une gifle donnée par un non-militaire et n'ont pas supporté en plus de se faire dénoncer, que les noms de grands généraux de l'armée populaire soient jetés en pâture sur la place publique. Ça, ils l'ont extrêmement mal pris.

Sous Jiang Zemin, il était possible d'avoir des sociétés commerciales à numéro d'enregistrement « militaire », donc d'avoir des espaces de rentes même pour des généraux ou des lieutenants-généraux. C'est toujours une question de « sélectorat » [1] [groupe de personnes assurant le pouvoir au dirigeant, NDLR], comme en Corée du Nord : quand vous avez accès à des ressources, vous les partagez avec les membres du groupe qui soutient votre pouvoir. Si un dirigeant vient confisquer ces ressources, il va déplaire à beaucoup de monde parce que les militaires ne sont pas payés cher et que c'était une de leurs seules sources de revenus.

Il y a par ailleurs des sections de l'armée qui sont plus en froid avec Xi Jinping que d'autres. La marine est très fâchée avec Xi, tout comme la force des fusées stratégiques de l'APL. La marine est en froid en particulier à cause de la mise aux arrêts de l'amiral Wu Shengli, disparu après sa retraite en 2017, très associé avec Xu Caihou et Guo Boxiong, [deux généraux, vice-présidents de la commission militaire centrale, arrêtés pour tentative de coup d'État avec Bo Xilai, NDLR], mais aussi associé à toute la corruption dans le secteur de la marine notamment dans la construction des porte-avions, dans les chantiers navals. D'autres personnes avaient été arrêtées récemment, dont Yin Jiaxu (尹家旭), le PDG de la compagnie Norinco (China North industries Corporation). Sans parler de la mise examen de Hu Wenming (胡文明), l'ancien président de la China State Shipbuilding Corporation.

Autre sujet de ressentiment pour les militaires : les dernières promotions opérées par Xi Jinping de généraux passant de deux à trois étoiles. Ces promotions n'ont pas respecté pas les règles mises en place par la structure de l'armée populaire. Ce qui a fait grincer des dents les cadres de cette structure et créé des tensions entre l'armée et Xi Jinping, qui ne respecte pas les règlements du haut commandement. Il y a donc beaucoup d'accrochages qui font que l'APL a des difficultés à accepter

le leadership de Xi récemment. Certains pourraient dire qu'il subsiste quand même le général Zhang Youxia [l'un des deux vice-présidents de la commission militaire centrale, NDLR], la « clique de Nanjing » et les anciens amis de Xi dans le Fujian, ce qui n'est pas faux. Mais n'oublions pas que Xi Jinping n'a jamais conduit de bataillons de soldats au combat, n'a aucune expérience militaire à proprement parler. Et le fait d'avoir été commissaire politique [premier commissaire politique de la Division de réserve d'artillerie antiaérienne de la province du Fujian entre 2000 et 2002, NDLR], ce n'est jamais très bien vu à l'intérieur de la structure militaire. Ce n'est pas un poste qui est respecté par les militaires contrairement à de vrais postes de commandement.

### **L'armée et le Parti marchent-ils d'un seul homme avec Xi Jinping pour opérer la « réunification » de Taïwan au continent chinois dans la décennie à venir ?**

[Il faut faire une distinction entre le parti et l'armée ici. Il y a un double discours dans la section de la résolution qui traite de Taïwan. Dans la sous-section 10 sur la défense nationale et l'armée, il est dit qu'on s'oppose à l'indépendance et aux provocations de Taïwan. On comprend qu'il est dans les intérêts de la Chine de ne pas laisser Taïwan s'échapper, rien de nouveau ici. Mais dans la sous-section 12, qui porte sur le maintien du principe « Un pays, deux systèmes » et sur la promotion de la réunification, il y a quelque chose de pas clair. À la fois, on nous dit qu'on respecte le « consensus de 1992 » \[2\], la politique « d'une seule Chine », autant de principes usuels, et que la Chine a fait de gros progrès pour la réunification et pour des relations pacifiques des deux côtés du détroit de Taïwan. Mais on reconnaît également que ce qui s'est passé à Hong Kong a eu beaucoup d'impact sur l'élan qui a été construit. Mais il n'y a jamais de mention claire d'une reprise de Taïwan par la force.](#)

La seule chose qui est un peu bizarre, c'est une phrase dans l'un des derniers paragraphes de la sous-section 12, qui dit que « *le temps joue en notre faveur* ». Ce qui peut signifier que c'est une guerre de tranchées, de longue haleine et que tôt ou tard, Pékin va réussir à reprendre Taïwan. Mais dans le document, on ne sent pas une volonté militaire d'agir. On sent plutôt que la Chine a conscience qu'elle ne peut pas faire ce genre de choses parce que ce serait catastrophique. Et la façon dont c'est mentionné, le fait qu'on est contre les activités séparatistes, qu'on réussira bien à parvenir à la réunification un jour, on sent bien que c'est beaucoup plus doux, qu'il y a beaucoup plus de retenue dans ce document que dans les commentaires bizarres que peuvent faire parfois Xi Jinping et les personnes qui travaillent au ministère de la Défense. Il y a vraiment une déconnexion assez claire entre ce qui est dit dans le document et ce qui est dit parfois à haute voix dans les médias.

Je pense que cela reflète une déconnexion entre le Parti et les militaires. Parce que l'appareil militaire a conscience que la Chine n'a pas forcément les capacités ou l'expérience pour se lancer dans une campagne de ce genre. Il ne faut pas se leurrer sur les capacités de l'armée chinoise. Il ne faut ni sous-estimer ni surestimer une armée qui se modernise, mais qui n'a aucune expérience du terrain, aucune expérience de combat, qui n'a pas vraiment d'expérience avec son nouvel équipement non plus et qui vient d'avoir ses premiers porte-avions, dont elle n'a pas l'expérience du déploiement, la liste est longue. Quant aux derniers généraux qui ont pris part au combat, c'était lors de l'affrontement entre le Vietnam et la Chine. Donc la structure militaire a sûrement dit à Xi Jinping de calmer le jeu, parce qu'ils ne sont pas là pour approvisionner des chèques en blanc, parce qu'ils ont conscience qu'ils ne sont pas capables de faire ce genre de choses, que l'armée dans l'état où elle est ne peut pas le faire.

Dans le Parti, surtout parmi ses membres très séniors, au sein de l'ancienne garde, certains prétendent que reprendre Taïwan est l'accomplissement à même de définir la « nouvelle ère ». C'est possible, mais en même temps, cela peut être un piège de s'embourber là-dedans. Ce pourrait être à la fois le plus grand accomplissement de Xi Jinping en tant que leader de la « nouvelle ère », mais il



existe toujours cette possibilité de s'embourber dans quelque chose qui pourrait finir extrêmement mal pour lui et son leadership. On peut sentir un peu cette tension-là dans la résolution.

## Xi Jinping « coincé »

### **Est-il encore possible que Xi Jinping échoue à se maintenir au pouvoir en 2022 et soit contraint de quitter toutes ses fonctions ?**

Dire que les dés sont jetés dans la politique chinoise, ce n'est jamais une bonne idée. On prédit par exemple la chute du Parti depuis tellement longtemps aujourd'hui que c'en est ridicule, pathétique même : le Parti est toujours au pouvoir. Donc je pense qu'il faut faire attention à ce genre de choses dans la mesure où la résolution ne donne pas à Xi, je pense, la latitude en termes de légitimité dont il a besoin pour non seulement se maintenir, mais pour remporter une « victoire unifiée ». Parce que s'il n'a pas une « victoire unifiée », il va traîner en 2022 tous les problèmes qu'il a créés depuis 2013. Il va ainsi amener une quantité astronomique de turbulences avec les cadres « *tanping* », qui « font la planche », les problèmes d'application des directives centrales, des problèmes de résistance bureaucratique. Jusqu'à quel point Xi a-t-il envie de rester ? Peut-il s'en aller ? Quelles sont les possibilités de rester mais de s'en aller « en même temps » ? Un peu à la Mao [après le Grand Bond en avant, NDLR] : « Je me retire, mais je suis toujours là. »

### **Xi Jinping serait-il « coincé », d'une certaine manière ?**

Oui, il est un peu coincé là-dedans. Mais ce qu'il faudra observer, c'est ce qu'il est capable de conserver. La résolution doit en avoir écœuré plus d'un dans la mesure où elle dit partout que c'est Xi Jinping qui a tout fait, qui a sauvé le Parti. Pourtant les cadres qui sont nés en 1950-60 ne sont pas fous. Ils ont vécu l'histoire. Peu importe ce qu'on va leur dire, ils peuvent faire la différence tout en demeurant silencieux. Donc le Parti devra faire un choix sur ce qu'est la « nouvelle ère ». Xi Jinping doit-il rester ? S'il reste, quels postes va-t-il garder ? Xi a tellement chambardé de choses dans le Parti que de quitter le pouvoir « nu », sans rien - en abandonnant toutes ses fonctions comme Hu Jintao -, ce n'est pas vraiment une option sur la table. Car le retour de balancier serait extrêmement expéditif. Ses collaborateurs n'ont par ailleurs pas les reins assez solides pour le défendre. L'équipe de transition pressentie rassemble des dirigeants comme [Chen Min'er](#) et Li Qiang. Or ils n'ont pas de réseaux de soutien qui soient du même calibre que sous le régime de Jiang Zemin. On est tellement loin de ça.

Admettons que Xi agisse comme Jiang Zemin. Il quitte « un peu » le pouvoir, mais il garde la commission militaire centrale pendant deux, trois ans. Mais malgré tout, les gens en dessous de lui ne seront pas capables de se protéger contre le retour de balancier qui va arriver plus tard. Est-ce que Xi veut rester ? Oui. Est-ce qu'il peut rester ? Potentiellement. C'est extrêmement ambigu comme situation. Tout est joué ? Je n'y crois pas, c'est un peu ridicule de dire ça car il y a tellement de variables qui jouent en même temps qu'on ne sait jamais ce qui peut arriver. On imagine qu'il n'y aura pas de putsch de manière claire, ou encore de révolte militaire ; on peut mettre cela de côté. Mais de là à dire que Xi Jinping peut rester tout-puissant en 2022, je n'y crois pas. Il va falloir qu'il dilue son pouvoir parce que tôt ou tard, il ne pourra plus se défendre : il n'a pas réussi à créer des réseaux aussi étendus que ceux de Jiang Zemin, qui le protègent toujours aujourd'hui. Ce qui est extraordinaire lorsqu'on y pense. Et c'est sans parler du mécontentement que sa présence risque de créer au sein de l'élite plus jeune qui n'aura pas la chance de gouverner.

Le Parti n'a pas non plus fixé de réflexions sur la manière laisser partir le leader sans détruire tout le système. Hu Jintao a cédé le pouvoir sans faire d'histoires. Jiang Zemin avait été forcé de le céder à la fin par Zeng Qinghong [son bras droit, NDLR]. Mais là, il n'existe pas de garde-fou pour dire à Xi

Jinping qu'il serait peut-être temps de partir. Le système n'est pas programmé pour gérer ce genre de situation. Le Parti est passé de putschs dans les années 1970 à des contre-putschs, à d'extrêmes tensions intra-parti après 1989, à une transition plus ou moins pacifique avec Jiang Zemin, à un retrait sans contrepartie de la part de Hu Jintao. Le Parti ne dispose pas d'un véritable système de transition établi : les règles ne sont jamais très claires. La tendance est plutôt à dire : « J'y suis, j'y reste. »

### « Diluer son pouvoir », qu'est-ce que cela signifie précisément pour Xi Jinping ?

Eh bien, il va falloir qu'il y ait une équipe en dessous de lui qui soit plus conséquente et qu'il nomme un ou plusieurs successeurs. Parce qu'en ce moment, s'il se limite à Chen Min'er, on se dit à l'intérieur du parti qu'il a déjà une ardoise assez chargée, c'est quelqu'un qui arrive avec déjà plusieurs taches sur son pedigree [notamment du temps où il était gouverneur puis secrétaire du Parti au Guizhou, NDLR]. Ce n'était pas le cas de Xi Jinping. Chen est-il vraiment l'homme de la situation ? D'autant plus qu'il n'a pas vraiment de réseau en dessous de lui. Le réseau de Xi Jinping paraît nombreux, très étendu, mais il est très peu profond. C'est pourquoi on pourrait voir des gens comme Wang Yang rester après 2022.

Néanmoins, on ne peut pas continuer comme ça. Le Politburo doit changer en 2022. On parle d'un retour à cinq membres. Des comités étendus comme sous Hu Jintao, c'était pour accommoder des gens. Hu n'avait pas le choix, Jiang Zemin lui a imposé des personnes supplémentaires au comité permanent. Xi Jinping, lui, n'est pas obligé de faire ça. Il y aura donc moins de membres au comité permanent, c'est officiel. Je vois un retour à cinq sièges. Mais là, il va falloir choisir de manière très claire qui sont les cinq. Hu Chunhua est l'un des seuls à même de diriger le Conseil d'État. Est-ce qu'on va le garder ? Ce n'est pas clair. Sinon il faut se rabattre sur Wang Yang, ce qui veut dire qu'on va lui en devoir énormément. C'est aussi un grand leader du pays qui pourrait justement diminuer certaines des tensions au sein du Parti, chose que Hu Chunhua ne pourrait pas faire. Wang est en train de devenir très opportuniste, mais la chose la plus déterminante pour lui, c'est plutôt les intérêts de sa famille à Hong Kong. Logiquement, il va devoir suivre les règles imposées par Xi Jinping.

**Par Alex Payette**

---

### P.-S.

- Asialyst. 9 décembre 2021 : <https://asialyst.com/fr/2021/12/09/chine-xi-jinping-tout-puissant-apres-2022-rien-moins-sur-pour-instaurant/>
- Alex Payette (Phd) est co-fondateur et Pdg du Groupe Cercius, une société de conseil en intelligence stratégique et géopolitique. Ancien stagiaire post-doctoral pour le Conseil Canadien de recherches en Sciences humaines (CRSH). Il est titulaire d'un doctorat en politique comparée de l'université d'Ottawa (2015). Ses recherches se concentrent sur les stratégies de résilience du Parti-État chinois. Plus particulièrement, ses plus récents travaux portent sur l'évolution des processus institutionnels ainsi que sur la sélection et la formation des élites en Chine contemporaine. Ces derniers sont notamment parus dans le Journal Canadien de Science Politique (2013), l'International Journal of Chinese Studies (2015/2016), le Journal of Contemporary Eastern Asia (2016), East Asia : An International Quarterly (2017), Issues and Studies (2011) ainsi que Monde Chinois/Nouvelle Asie



(2013/2015). Il a également publié une note de recherche faisant le point sur le « who's who » des candidats potentiels pour le Politburo en 2017 pour l'IRIS - rubrique Asia Focus #3.

Joris Zylberman est directeur de la publication et rédacteur en chef d'Asialyst. Ancien correspondant à Pékin et Shanghai pour RFI et France 24, cofondateur de la société de production Actuasias, écrit, réalise et produit des reportages sur la Chine depuis 9 ans. Il est co-auteur des Nouveaux Communistes chinois (Armand Colin, 2012) et co-réalisateur du documentaire "La Chine et nous : 50 ans de passion" (France 3, 2013).

- Asialyst. 2021/04/26/ :

- <https://asialyst.com/fr/2021/04/26/coree-du-sud-integrer-quad-chine-inquiete/>

- Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)

---

## Notes

[1] Concept issu de la théorie de sciences politiques conçue, entre autres par les chercheurs américains Bruno Buoen de Mesquita et Alastair Smith de la New York University. En démocratie, le maintien au pouvoir d'un dirigeant repose principalement sur les votants. En autocratie, le groupe est beaucoup plus restreint, se limitant parfois aux chefs de la sécurité publiques et à quelques oligarques.

[2] Le « consensus de 1992 » est un accord tacite auxquels sont parvenus les représentants de Pékin et de Taipei en 1992, lors d'une rencontre informelle à Hong Kong. Les deux parties se sont alors entendues pour reconnaître que l'île de Taïwan et le continent chinois font partie d'une seule et même Chine - libre à chacun de considérer de quelle « Chine » il s'agit. En l'occurrence pour Pékin, la République populaire de Chine ; pour Taipei, la République de Chine